



Où est passée **LA CROISSANCE?**

**L'optimisme qui régnait au changement de siècle
a fait place à la crainte de stagnation sur le long terme**

Ouvrier dans le BTP à Munich.

Nicholas Crafts

L LE PLEIN essor de la nouvelle économie? Les prévisions de croissance ultra-optimistes? On a l'impression que c'était hier. Tout cela a pourtant laissé place à la crainte généralisée de voir s'installer une stagnation séculaire, où la croissance très lente deviendra la nouvelle norme, surtout dans les pays avancés. S'il est évident que l'optimisme béat du changement de siècle n'était pas justifié, le pessimisme actuel est peut-être exagéré.

Les prévisions générales à moyen terme pour les États-Unis et l'Union européenne affichent un ralentissement marqué par rapport aux taux de croissance des décennies ayant précédé la crise de 2008 (voir tableau). Par rapport à 1995–2007, la croissance du PIB réel (après inflation) par habitant aux États-Unis et en Europe devrait diminuer de moitié, voire davantage. Dans les deux cas, un net affaiblissement de la

croissance de la productivité du travail est attendu. Par rapport aux florissantes années 50 et 60, le ralentissement est encore plus prononcé, notamment en Europe.

Le ralentissement européen et américain a des implications contrastées pour les pays en développement. L'impact négatif le plus évident réside dans la baisse de la demande pour les exportateurs. D'où, peut-être, la nécessité de repenser les modèles de développement reposant sur la croissance tirée par les exportations. Ce ralentissement pourrait aussi réduire la disponibilité des nouvelles technologies. D'un autre côté, il pourrait enclencher un long cycle de taux d'intérêt réels bas et une réorientation des capitaux vers des marchés émergents plus prometteurs. Pour ces derniers, ce contexte pourrait maintenir le rythme soutenu de la croissance de rattrapage et accélérer l'augmentation de leur part dans le PIB mondial.

Horizon bouché

Les projections de croissance à court terme du PIB réel par habitant et de la productivité (PIB réel par heure travaillée) ne sont prometteuses ni pour les États-Unis ni pour l'Europe.

(taux de croissance annuel, en pourcentage)

	États-Unis		UE-15	
	PIB réel par habitant	PIB réel par heure travaillée	PIB réel par habitant	PIB réel par heure travaillée
1950-73	2,5	2,6	4,0	4,9
1973-95	1,7	1,3	1,9	2,5
1995-2007	2,2	2,2	2,0	1,5
2014-23			1,0	0,8
2016-26	1,0	1,4		

Sources : *The Conference Board* 2016; Havik et al., 2014; Congressional Budget Office américain 2016.

Note : L'UE-15 correspond aux pays qui étaient membres de l'Union européenne avant 2004 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède. Les chiffres pour les périodes après 2016 sont des projections.

Prévisions inexactes

Il n'est pas inhabituel de voir des économistes formuler des prévisions de croissance inexactes ou tarder à évaluer la marge d'amélioration de la productivité. Père du concept de stagnation séculaire, Alvin Hansen en est l'exemple parfait. En 1938, lors de son discours de président de l'American Economic Association, il avait jugé le progrès technologique trop faible pour générer un taux de croissance qui inviterait à investir et éviterait l'installation d'un taux de chômage élevé. Pourtant, c'était bien la période bénite de l'essor d'après-guerre qui se profilait à l'horizon. Hansen avait beau s'en mordre la langue, l'économie connaissait une période de rapide croissance de la productivité totale des facteurs (non attribuable à des augmentations de capitaux et des apports de main-d'œuvre, et qui reflète des facteurs sous-jacents comme la technologie et l'efficacité). En 1987, à la veille de la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'éminent économiste américain Robert M. Solow (voir «L'inventeur du résidu» dans le *F&D* de mars 2011) regrettait que «l'ère informatique [soit] visible partout, sauf dans les statistiques de productivité».

Le pessimisme ambiant, qui se traduit notamment par un regain de la thèse de Hansen (voir «Un avenir morose» dans ce numéro), est fondé sur les tendances récentes. Que ce soit aux États-Unis ou en Europe, les analyses empiriques montrent que la crise a été précédée d'un déclin marqué de la croissance de la productivité, laquelle est essentielle à l'augmentation de la production économique par habitant et à l'amélioration du niveau de vie global. Même s'il y a lieu de penser que certains gains issus du numérique ne sont pas correctement reflétés par le PIB et d'autres indicateurs de la comptabilité nationale, les experts s'accordent à reconnaître que le ralentissement américain n'est ni une illusion statistique ni un symptôme passager de la récente crise, mais un phénomène réel. Cela s'explique essentiellement par le fait que la production manquante, à savoir l'écart entre le PIB actuel et les prévisions de son niveau futur sur la base des estimations précédentes de la croissance tendancielle, est au moins 20 fois supérieure à la plupart des

estimations d'améliorations des bienfaits pour le consommateur (non quantifiées par la comptabilité nationale classique). Il y a pourtant une lueur d'espoir. Le précédent de la Grande Dépression, où une croissance annuelle de la productivité totale des facteurs de 1,9 % avait étayé une croissance annuelle de la productivité du travail de 2,5 % entre 1929 et 1941, montre que les graves crises bancaires n'excluent pas des augmentations rapides de la productivité si le système d'innovation est robuste.

L'évolution de la croissance des revenus aux États-Unis semble encore moins prometteuse que celle de la productivité du travail. Alors que la croissance du PIB réel par habitant dépassait généralement celle de la productivité du travail au cours des 40 ans qui ont précédé la récente crise, la tendance va probablement s'inverser. Ce scénario repose sur le vieillissement de la population (qui présage habituellement un déclin de la productivité), le potentiel d'augmentation limité des effectifs et un ralentissement marqué du taux d'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre dû au relèvement du niveau d'instruction.

L'innovation est le moteur d'une croissance rapide de la productivité du travail. Des années 20 aux années 60, des inventions célèbres telles que l'électricité et le moteur à combustion interne ont eu un impact majeur. Mais la caractéristique principale de l'économie américaine résidait dans la généralisation de la croissance de la productivité basée sur la technologie, avec des changements majeurs au niveau du travail de bureau et de la distribution ainsi que la mécanisation des usines. Récemment, les TIC ont apporté une contribution extraordinaire à la croissance de la productivité sur une période relativement courte, mais sans égaler l'effet cumulé des progrès précédents. Car le grand enseignement des analyses empiriques de l'évolution de la croissance américaine est le suivant : l'effet du progrès technologique sur la croissance de la productivité n'a pas disparu mais il est bien plus tenu qu'à son apogée, au milieu du XX^e siècle. Par exemple, la productivité totale des facteurs sur laquelle le Congressional Budget Office américain table pour les dix prochaines années équivaut à environ la moitié du taux enregistré dans les années 30.

La croissance américaine pourrait dépasser les attentes

Cependant, toute analyse empirique est forcément rétrospective. Une approche prospective pourrait donner une vision plus optimiste des perspectives de croissance américaines. Il existe au moins trois raisons d'y croire. Tout d'abord, dans un monde où l'intelligence artificielle progresse à grande vitesse et où les robots pourront remplacer les humains dans plusieurs fonctions, notamment dans les métiers de services à faible salaire qui semblaient hors d'atteinte, un nouveau bond de la productivité reste envisageable. Si, comme l'indiquent certaines estimations, environ 40 % du travail est propice à l'informatisation dans les 20 à 25 prochaines années (Frey et Osborne, 2013), un retour à une croissance annuelle de la productivité du travail de 2 % est envisageable. Ensuite, l'essor de la Chine pourrait considérablement stimuler la R&D à l'échelle mondiale. La Grande-Bretagne est passée de son rôle d'exportateur numéro un de nouvelles technologies au XIX^e siècle à une dépendance vis-à-vis des technologies extérieures, en particulier américaines.

Une transition similaire entre la Chine et les États-Unis dans les prochaines décennies ne semble pas improbable. Enfin, la révolution des TIC réduit le coût de l'accès au savoir et élargit grandement le champ de l'analyse de données, véritable pierre angulaire du progrès scientifique. De quoi ouvrir la voie à la découverte de nouvelles technologies utiles pour le secteur de la R&D, qui a enregistré des progrès technologiques significatifs.

En Europe occidentale, en revanche, le scénario tourne davantage autour de la croissance de rattrapage que du rythme des progrès dans les technologies de pointe. Depuis le milieu du XX^e siècle jusqu'à la récente crise mondiale, il se décompose en trois phases. La première, qui a pris fin au début des années 70, a occasionné une croissance de rattrapage rapide. L'Europe a vite comblé son retard sur les États-Unis sur le plan des revenus et de la productivité. Au cours de la deuxième phase, du début des années 70 au milieu des années 90, la croissance européenne a nettement marqué le pas, avec un coup d'arrêt du rattrapage en termes de PIB réel par habitant. Il s'agissait de la conséquence de la réduction du temps de travail et de la montée du chômage, malgré la forte croissance de la productivité et l'écart encore plus resserré avec les États-Unis au niveau du PIB réel par heure travaillée. Au cours de la troisième phase, du milieu des années 90 à la crise, le rattrapage s'est mué en décrochage régulier. C'est ainsi qu'en 2007, le niveau de revenus des 15 premiers membres de l'Union européenne (UE-15 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède) par rapport à celui des États-Unis était légèrement plus bas qu'en 1973.

Le rôle clé de la capacité sociale

Les prévisions de croissance européenne à moyen terme dépendent à la fois du rythme de la croissance de la productivité aux États-Unis et d'une éventuelle reprise du rattrapage. Les historiens de l'économie considèrent la capacité sociale comme un facteur de réussite ou d'échec pour la croissance de rattrapage. La capacité sociale désigne les structures incitatives, telles que la réglementation ou la fiscalité, qui influencent les décisions d'investissement et d'innovation permettant aux entreprises d'assimiler efficacement les technologies développées par les leaders



Bretelles d'autoroute, à Los Angeles.

(tels que les États-Unis) et d'éliminer l'inefficacité. Le maintien de cette capacité sociale requiert généralement des réformes institutionnelles et politiques, telles que des règles appliquées au marché de capitaux et des barrières commerciales, ce qui peut se révéler compliqué sur le plan politique. Par ailleurs, la capacité sociale évolue en fonction de l'époque technologique : des cadres institutionnels et politiques qui fonctionnaient parfaitement pour le transfert des technologies de chaînes de montage peuvent se révéler insuffisants pour la diffusion des informations et des technologies dans les services marchands.

La croissance de l'âge d'or européen des années 50 et 60 a bénéficié de la reconstruction d'après-guerre, du transfert de la main-d'œuvre depuis l'agriculture vers l'industrie, de l'intégra-

L'innovation est le moteur d'une croissance rapide de la productivité du travail.

tion économique européenne et d'un capitalisme patient, qui cible davantage le rendement réel à long terme que le cours du lendemain. À la fin du XX^e siècle, chacun de ces facteurs avait disparu ou été grandement affaibli. Les accords politiques et les structures corporatives d'après-guerre qui ont étayé la reconstruction de l'économie européenne ont entraîné des transferts sociaux bien plus importants (avec pour résultat une forte hausse des impôts directs qui a faussé les comportements économiques), mais ont aussi transmis un héritage de réglementation drastique à la plupart des pays de l'UE.

Au cours des années qui ont précédé la crise de 2008, alors que le retard de l'Europe sur les États-Unis se creusait au lieu de se réduire, un diagnostic américain de ce revirement a fait école. Pour faire court, il concluait que l'Europe souffrait d'une concurrence insuffisante, d'une fiscalité trop forte et d'une réglementation excessive, ce qui nuisait à sa capacité sociale. Ce revirement n'était pas nouveau. De nombreux pays européens se trouvaient déjà dans cette posture depuis longtemps, ce qui ne les avait pas empêchés de rattraper leur retard (en étant peut-être freinés). Toutefois, avec l'arrivée des révolutionnaires TIC, dont les gains de productivité dépendaient de la réorganisation des entreprises, la protection de l'emploi et la réglementation des marchés de produits sont devenues des handicaps plus lourds. La réglementation en Europe n'est pas devenue plus drastique, mais plus coûteuse. Dans les économies de services, les forces de destruction créatrice, qui remplacent les entreprises les moins efficaces et les technologies obsolètes, sont encore plus essentielles. Or elles étaient plus faibles en Europe qu'aux États-Unis. L'écart de productivité restant, en particulier en Europe du Sud, provenait essentiellement d'une affectation des ressources moins efficace, notamment de la part d'un important *gruppetto* d'entreprises à faible productivité.

Pronostic contrasté

Le pronostic de croissance pour l'UE-15 est contrasté. La bonne nouvelle, c'est que la productivité continue de progresser aux

États-Unis, même si elle a ralenti, et que la croissance de rattrapage reste possible. Lorsque l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a effectué des prévisions sur le long terme en 2014 (en utilisant une approche prospective qui dessinait un modèle de croissance de rattrapage au lieu d'extrapoler sur les tendances récentes), elle a tablé sur des croissances annuelles de la productivité du travail et du PIB réel par habitant dans l'UE-15 de 1,6 et 1,5 % respectivement entre 2014 et 2030. Cette projection est nettement plus optimiste que l'extrapolation de la Commission européenne.

La mauvaise nouvelle, c'est que pour atteindre les projections de l'OCDE, les pays devront procéder à de vastes réformes (structurelles) du côté de l'offre. Il est aisé de dresser une liste de ces réformes. L'OCDE et la Commission européenne l'ont fait. Le renforcement de la concurrence, la réforme de la fiscalité et l'assouplissement de la réglementation pourraient apporter une contribution essentielle, de même que la mise en œuvre par l'UE de son intention de créer un marché européen unique pour les services en éliminant les frais liés aux différentes réglementations et autres barrières à l'entrée pour les fournisseurs de l'UE. Mais la très mauvaise nouvelle, c'est que le défi politique de ces réformes, déjà peu évident, est compliqué par la montée du populisme et le rejet croissant de l'économie de marché en Europe. Le Brexit en est l'illustration parfaite.

Pour résumer, le ralentissement de la productivité aux États-Unis est réel et ne date pas de la crise, mais il n'est pas

nécessairement permanent. S'il est essentiel à la croissance future de la productivité, le progrès technologique reste imprévisible. En appliquant de profondes réformes côté offre, l'Europe pourrait avancer plus vite que les États-Unis, mais ce scénario semble improbable en l'état actuel. En effet, comme avec les TIC, l'Europe pourrait avoir du mal à exploiter le potentiel des nouvelles technologies se profilant à l'horizon et se faire encore plus distancer par les États-Unis. ■

Nicholas Crafts est professeur d'économie et d'histoire économique à l'université de Warwick.

Bibliographie :

Conference Board. 2016. The Conference Board Total Economy Database, May.

Frey, Carl Benedikt, and Michael A. Osborne. 2013. "The Future of Employment: How Susceptible Are Jobs to Computerisation?" Unpublished, Oxford Martin School, Oxford, United Kingdom.

Havik, Karel, Kieran McMorrow, Fabrice Orlandi, Christophe Planas, Rafal Raciborski, Werner Röger, Alessandro Rossi, Anna Thum-Thysen, and Valerie Vandermeulen. 2014. "The Production Function Methodology for Calculating Potential Growth Rates and Output Gaps." European Economy Economic Papers 535, European Commission, Brussels.

US Congressional Budget Office. 2016. "An Update to the Budget and Economic Outlook, 2016 to 2026." Washington, DC, August. www.cbo.gov/publication/51908.



**En écoutant,
nous pouvons
en apprendre
beaucoup sur
le monde**

Écoutez les **PODCASTS DU FMI**,
avec les esprits les **plus brillants**
du monde de **l'économie**
et du **développement**.

À l'adresse **IMF.org/podcasts**
ou sur votre appli podcast favorite.